Les services publics, ils sont à nous, on les garde et on en veut plus encore !

Solidaires Moselle

Les services publics, c'est un choix de société, c'est un choix politique de mise en commun, le choix de la chose publique, la res publica. La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1793 affirme que les « secours publics sont une dette sacrée ». Il y a les quelques rares qui peuvent s'en passer et il y a les nombreuses et nombreux autres.

Si chaque ménage ou chaque individu décidait de se passer de cette mise en commun et faisait le pari de payer seul, quelle serait les revenus disponibles sur lesquels il devrait compter ?

Selon des chiffres publiés en 2014*, à revoir donc à la hausse, 5500 € par an à l'école élémentaire, 8000 € au collège, plus de 10000 € au lycée, voilà le coût pour les familles de l'éducation d'un enfant sans service public. L'absence de services publics, en moyenne c'est 781 € pour une journée d'hospitalisation, 3500€ pour un accouchement 3500 €, 9000 € annuels pour le traitement d'un cancer.

* Une société sans impôts ? Vincent Drezet. Les Liens qui Libèrent.

Mais les services publics seraient trop chers ? Il faudrait réduire la dépense publique ?

Seule donnée significative, les dépenses publiques augmentent par rapport à la richesse produite en France ? FAUX : 57,9 % en 2012, 57 % en 2023. La part des fonctionnaires dans l'emploi total augmente ? FAUX : 20 % entre 2002, 19,6 % en 2022. Leur rémunération moyenne ? FAUX : elle a stagné entre 2009 et 2019 (- 0,9%).

Alors qu'est-ce qui augmente au sein de la dépense publique pour justifier la réduction des services publics ?

Les aides dédiées aux entreprises : de 3,1 % de la richesse produite à 6,2 % depuis 1979 soit UN DOUBLEMENT (+ 93 milliards). Les caisses ne sont pas vides pour tout le monde !

Les mêmes qui creusent la dépense se refusent à contribuer plus aux biens communs. **Baisse des impôts sur les entreprises, baisse des impôts sur les ménages les plus riches, c'est 62 milliards de recettes en moins pour les finances publiques !**

Moins de service public, c'est moins de pouvoir vivre pour nombre d'entre nous. Quelle liberté sans le droit et un accès garanti à un toit, aux soins, à l'éducation, aux transports ? Mieux, il faut étendre les services publics tout comme il faut étendre la Sécurité sociale. Par exemple la Sécurité sociale de l'alimentation doit garantir à chacun.e une alimentation suffisante et de qualité tout en soutenant une agriculture respectueuse de l'environnement.

La population l'a compris qui s'est déclarée très majoritairement attachée au service public lors du premier *« baromètre des services publics »* publié ce 2 juin 2025 par le gouvernement.

Étendre les services publics, c'est gagner sur la logique capitaliste du profit et de la marchandisation, c'est étendre les activités et services que nous considérons devoir nous approprier collectivement. Non, tout n'est pas à vendre et pour commencer les conditions d'une vie digne pour toutes et tous.

Nous voulons une société du partage, de la mise en commun, de la coopération plutôt que de la mise en concurrence, de services publics et d'emplois non délocalisables pour répondre aux besoins sociaux fondamentaux, ceux qui permettent à chacune et chacun d'entre nous de profiter de la vie et à nous ensemble de faire société.